

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le à(Novembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Partie nominative

ACOMEX

ZI Joval
BP 22
35690 Acigné

Affaire suivie par : Christine DUCHESNE
Téléphone : 0290024747
Courriel : Christine.duchesne@developpement-durable.gouv.fr
Références : UD35/2025-418
Code AIOT : 0005514565

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13/05/2025 de l'établissement ACOMEX implanté ZA de Joval II 35690 Acigné. Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.



Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Christine DUCHESNE, Unité départementale d'Ille-et-Vilaine, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Monsieur Xavier GUILLAUME, directeur de la société

Le courriel d'échange avec l'administration est x.guillaume@acomex35.fr.

Rédacteur	Approbateur
<p>Christine DUCHESNE</p>  <p>Inspectrice des installations classées</p>	<p>l'adjoint au Chef de l'Unité départementale</p>  <p>Rémi ANDRÉ</p>

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 13/05/2025 de l'établissement ACOMEX implanté ZA de Joval II 35690 Acigné, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- **Déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005 article : Annexe

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.).

Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Stock de déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005 article : 8.8
- **Réception de déchets** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005 article : 8.7
- **pollutions accidentelles** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 49

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 05 Novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACOMEX

ZI Joval
BP 22
35690 Acigné

Références : UD35/2025-418
Code AIOT : 0005514565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement ACOMEX implanté ZA de Joval II 35690 Acigné. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre du programme annuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACOMEX
- ZA de Joval II 35690 Acigné
- Code AIOT : 0005514565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACOMEX est spécialisée dans le transit et le regroupement de déchets dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Stock de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 8.8
2	Réception de déchets	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 8.7
9	pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Formation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 8 bis 2
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article Annexe
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.1
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.3
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.3
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6
10	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.3
11	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et les suivis des rejets aqueux sont réalisés régulièrement.

Toutefois, le suivi des quantités de déchets réceptionnées n'est pas réalisé quotidiennement, ce qui conduit à des dépassements des seuils autorisés à être présents sur le site pour certains déchets tels que les DASRI.

Les quantités annuelles reçues ont également été dépassées pour certains déchets tels que les acides, les bases et les aérosols.

Considérant que ces dépassements sont liés à de nouveaux contrats, il est nécessaire de régulariser la situation par un porter à connaissance indiquant les impacts et éventuelles mesures complémentaires liés à ces augmentations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stock de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 8.8																																	
Thème(s) : Risques chroniques, quantités stockées en instantané																																	
Prescription contrôlée :																																	
A tout moment les quantités stockées doivent être limitées à 5,7 tonnes réparties de la manière suivante :																																	
<table><tr><th>Déchets</th><th>Masse (t)</th></tr><tr><td>DEEE</td><td>1,0</td></tr><tr><td>DASRI</td><td>2,0</td></tr><tr><td>tubes fluo</td><td>0,3</td></tr><tr><td>piles</td><td>0,4</td></tr><tr><td>aérosols</td><td>0,1</td></tr><tr><td>peintures</td><td>0,1</td></tr><tr><td>produits chimiques de laboratoire</td><td>0,5</td></tr><tr><td>solvants</td><td>0,2</td></tr><tr><td>acides</td><td>0,1</td></tr><tr><td>bases</td><td>0,1</td></tr><tr><td>emballages souillés</td><td>0,1</td></tr><tr><td>verrerie souillée</td><td>0,1</td></tr><tr><td>huile</td><td>0,5</td></tr><tr><td>pesticides</td><td>0,1</td></tr><tr><td>cytotoxiques</td><td>0,1</td></tr></table>	Déchets	Masse (t)	DEEE	1,0	DASRI	2,0	tubes fluo	0,3	piles	0,4	aérosols	0,1	peintures	0,1	produits chimiques de laboratoire	0,5	solvants	0,2	acides	0,1	bases	0,1	emballages souillés	0,1	verrerie souillée	0,1	huile	0,5	pesticides	0,1	cytotoxiques	0,1	
Déchets	Masse (t)																																
DEEE	1,0																																
DASRI	2,0																																
tubes fluo	0,3																																
piles	0,4																																
aérosols	0,1																																
peintures	0,1																																
produits chimiques de laboratoire	0,5																																
solvants	0,2																																
acides	0,1																																
bases	0,1																																
emballages souillés	0,1																																
verrerie souillée	0,1																																
huile	0,5																																
pesticides	0,1																																
cytotoxiques	0,1																																
Constats :																																	
Le site est très bien tenu et les stockages sont bien délimités et séparés. Les déchets sont stockés dans de bonnes conditions.																																	
Le suivi des quantités de certains déchets n'est pas réalisé au jour le jour, car les quantités sont multiples et diffuses (l'apport se fait avec une tournée hebdomadaire des 2000 clients (cartons de 4 kg provenant des maisons de retraites, fûts de 20 kg provenant des vétérinaires, bombes de marquage provenant des éleveurs, bidons de 200 litres provenant des laboratoires).																																	
Les quantités maximales stockées ont notablement augmenté en 2024 pour certaines catégories de déchets (4,5 tonnes pour les DASRI, 0,5 tonnes pour les aérosols et 0,2 tonnes pour les acides).																																	
Cela est dû à un fort développement de la collecte de déchets vétérinaires, et auprès des éleveurs et des laboratoires alors que la collecte en résidence de retraite est en recul.																																	

Les DASRI sont stockés dans un local séparé, fermé à clé.

En conséquence, un porter à connaissance déposé le 19 juin 2025 demande à modifier ces quantités maximales.

Il est ainsi demandé de pouvoir stocker en quantité maximale sur le site :

- 6 t pour le code déchet 18 01 03* DASRI (au lieu de 2 t).
- 0,5 t pour le code déchet 16 05 04* aérosols (au lieu de 0,1 t).
- 0,2 t pour le code déchets 20 01 14* acides (au lieu de 0,1 t).
- 0,2 t pour le code déchets 20 01 15* bases (au lieu de 0,1 t).

Les quantités maximales stockées sur site lors de la visite sont de 6,3 tonnes au lieu des 5,7 tonnes actuellement autorisées.

Les quantités de déchets dangereux sollicitées au stockage dans le porter à connaissance sont de 10,8 tonnes :

Déchets	Masse (t) Sollicitée en stockage	Tonnage autorisé Art 8.8	Augmentation Tonnes
DEEE	1,0	1	-
DASRI	6,0	2,0	4,0
tubes fluo	0,3	0,3	-
piles	0,4	0,4	-
aérosols	0,5	0,1	0,4
peintures	0,1	0,1	-
produits chimiques de laboratoire	0,5	0,5	-
solvants	0,2	0,2	-
acides	0,7	0,2	0,5
bases	0,2	0,1	0,1
emballages souillés	0,1	0,1	-
verrerie souillée	0,1	0,1	-
huile	0,5	0,5	-
pesticides	0,1	0,1	-
cytotoxiques	0,1	0,1	-
Total	10,8	5,8	5,0

Les mesures de sécurité supplémentaires mises en place compte tenu de ces augmentations sont les suivantes :

- Barrière d'entrée automatique fermant l'entrée en permanence, y compris pendant les heures d'ouvertures (installation en septembre 2024) (ouverture par collaborateurs sur

appel à l'entrée)

- engagement à un suivi journalier de la quantité de DASRI stockée ;
- visite des lieux par le SDIS début 2025.
- formalisation du plan de défense incendie depuis le 1^{er} juillet 2024.

Un arrêté de prescriptions complémentaire est nécessaire pour prendre en compte les modifications des quantités stockées.

Le porter à connaissance déposé ne comporte pas les éléments suffisants permettant de régulariser la situation (absence d'argumentation sur la nature et l'ampleur des impacts du projet).

Observations :

> 2025-05-13-OBS1

L'exploitant mettra en place un dispositif de suivi quotidien des stocks de tous les déchets permettant de s'assurer de l'absence de dépassements des quantités autorisées.

Un arrêté de prescriptions complémentaire est nécessaire pour prendre en compte les modifications des quantités reçues. Le porter à connaissance déposé le 19 juin devra être complété (cas par cas, éléments destinés à mesurer l'impact de l'augmentation sur les nuisances et risques susceptibles d'être générés par l'activité) pour permettre la poursuite de l'instruction.

Dans l'attente de la régularisation **les quantités maximales reçues devront rester conformes à l'article 8.8 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2005. L'exploitant transmettra mensuellement à l'inspection le registre quotidien des quantités présentes jusqu'à régularisation de la situation.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Réception de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 8.7

Thème(s) : Risques chroniques, quantités annuelles

Prescription contrôlée :

Les quantités annuelles maximales de déchets reçus n'excèdent pas 572,5 tonnes réparties en :

Déchets	Masse (t)
DEEE	2,0
DASRI	550,0
tubes fluo	0,7
piles	1,0
aérosols	1,0
peintures	1,0
produits chimiques de laboratoire	6,0

solvants	3,1
acides	0,7
bases	0,1
emballages souillés	1,0
verrerie souillée	2,0
huile	2,0
pesticides	0,8
cytotoxiques	1,0

Constats :

Les quantités annuelles reçues en 2024 ont notablement augmenté en : aérosols 3 tonnes, acides 2 tonnes, bases 0,3 tonnes (tonnage en moyenne multiplié par 3).

En conséquence, un porter à connaissance déposé le 19 juin 2025 demande à modifier ces quantités maximales.

Il est ainsi demandé de pouvoir stocker :

- Le total annuel d'aérosols reçu sollicité est de 3 t (au lieu de 1 t)
- Le total annuel d'acides reçu sollicité est de 2 t (au lieu de 0,7 t)
- Le total annuel de bases reçu sollicité est de 0,3 t (au lieu de 0,1 t)

La quantité annuelle maximale reçue sollicitée est de 575,9 t

L'exploitant déclare ses déchets sur Trackdéchets et sur Gerep (déclaration de 2024 vue).

Le porter à connaissance déposé ne comporte pas les éléments suffisants permettant de régulariser la situation (absence d'argumentation sur la nature et l'ampleur des impacts du projet).

Observations :

> 2025-05-13-OBS2

Un arrêté de prescriptions complémentaire est nécessaire pour prendre en compte les modifications des quantités annuelles reçues ; Le porter à connaissance déposé le 19 juin devra être complété (cas par cas, éléments destinés à mesurer l'impact de l'augmentation sur les nuisances et risques susceptibles d'être générés par l'activité) pour permettre la poursuite de l'instruction.

Dans l'attente de la régularisation les quantités annuelles réceptionnées devront rester conformes à l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2005. Un relevé annuel des quantités réceptionnées devra être transmis à l'inspection dans l'attente de la régularisation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 8 bis 2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Les emballages contenant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés ou des pièces anatomiques sont manutentionnés par du personnel formé à cet effet. La manutention des emballages est réduite au minimum nécessaire, et elle doit être réalisée de manière à éviter tout risque de contamination.
Constats : Les chauffeurs sont formés à la manutention des DASRI. La carte ADR attestant de la formation en matière de matières dangereuses, renouvelable tous les 5 ans a été délivrée à 7 chauffeurs de la société. Elles sont en cours de validité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article Annexe	
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles	
Prescription contrôlée :	
Code déchets	Désignation
12 01 07*	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)
13 08 99*	déchets non spécifiés ailleurs
15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
16 05 04*	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
16 05 06*	produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire
18 01 03*	déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection
18 01 08*	médicaments cytotoxiques et cytostatiques
19 12 05	verre
20 01 13*	solvants
20 01 14*	acides
20 01 15*	déchets basiques
20 01 19*	pesticides
20 01 21*	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure
20 01 25	huiles et matières grasses alimentaires
20 01 27*	peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses
20 01 33*	piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles
20 01 35*	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23
Constats :	
<p>Il a été constaté une erreur de codification de l'huile réceptionnée dans la prescription de l'arrêté préfectoral, il s'agit de l'huile de vidanges moteurs alors que la codification indique une huile minérale issue d'usinage.</p> <p>Un porter à connaissance déposé le 19 juin 2025 demande les modifications suivantes : supprimer le code 12 01 07* huile d'usinage à base minérale et créer le code 13 02 06* huile moteur, de boîte de vitesse</p>	

Un arrêté de prescriptions complémentaire est nécessaire pour prendre en compte les modifications des codifications des déchets ; **Dans l'attente de la rédaction des prescriptions, le présent compte-rendu acte de ces modifications.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, règles d'aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître le réseau d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...) les points de prélèvements d'échantillons.
Constats : Le plan a été fourni. Il sera nécessaire de le compléter avec les points de prélèvements d'échantillons.
Observations : > 2025-05-13-OBS3 L'exploitant complètera le plan par les emplacements des points de prélèvement des échantillons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées
Prescription contrôlée : Les eaux usées (eau de lavage des véhicules et eaux usées domestiques) rejoignent le réseau public d'assainissement d'ACIGNÉ
Constats : Le réseau eaux usées (lavage) rejoint le réseau public d'assainissement de la commune d'implantation. L'exploitant a indiqué que les effluents étaient dirigés vers le bassin de décantation de la ZAC. Celui-ci est muni d'une vanne de coupure à l'issue du séparateur à hydrocarbures situé en bout de bassin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées
Prescription contrôlée : L'exploitant sollicitera une autorisation de rejet de ses effluents aqueux de la part de la collectivité publique gestionnaire du réseau d'assainissement et de l'ouvrage de traitement collectif.
Constats : Le renouvellement de la convention entre la collectivité et ACOMEX a été fourni.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : Une mesure des concentrations des différents polluants est effectuée annuellement par SOCOTEC. Les dernières analyses ont été réalisées en janvier 2024.
Observations : > 2025-10-13 OBS4 L'exploitant fournira le résultats des analyses réalisées en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le réseau d'assainissement aboutit dans le bassin de décantation de la ZAC muni d'une vanne sans garantie de son fonctionnement. De plus les moyens d'actionner cette vanne sont inconnus. L'exploitant n'est pas en mesure de garantir le confinement d'eaux issues d'une pollution accidentelle. En conséquence l'établissement n'est pas équipé d'un système permettant l'isolement du réseau d'assainissement muni d'une vanne actionnable aisément et à tout moment.
Observations : > 2025-05-13-OBS5: L'exploitant devra mettre en place un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Le moyen mis en place peut être la vanne du bassin de décantation de la ZAC sous condition qu'elle puisse aisément, à tout moment, être contrôlable, actionnable, par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux usées doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Température inférieure à 30°C ;- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- MEST < 600 mg/l ;- DCO < 2000 mg/l ;- DBO5 < 800 mg/l ;- Hydrocarbures < 10 mg/l.
Constats : Les résultats d'analyse des prélèvements du 31/01/2024 sont pH : 7,62 - MES: 21 mg/l - DCO: 42 mg/l - DBO5 : 7 mg/l Hydrocarbures : 0,5 mg/l Le dernier entretien du séparateur à hydrocarbures a été réalisé le 28/02/25 par la SARP. Les résultats sont conformes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2005, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- Hydrocarbures < 10 mg/l ;- DCO < 125 mg/l ;- MEST < 30 mg/l ;
Constats : Les analyses réalisées par SOCOTEC du 13/10/20 montrent les résultats suivant : pH : 6,1 - MES : 6,1 mg/l - DCO < 10 mg/l - Hydrocarbures < 0,5 mg/l Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite